

Direction des Collectivités Locales
et des Procédures Publiques
Bureau des Enquêtes Publiques
et des Installations Classées
JPV

ARRÊTÉ
n° 2012229-0008 du 16 AOUT 2012
portant prescriptions complémentaires à la commune de Jebnheim s'agissant de sa carrière
de sable et gravier, pour son site au lieu-dit "Artzenheimerfeld", au titre du titre 1er du livre
V du code de l'environnement.

Le Préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le livre V, titre 1^{er} du code de l'environnement et notamment son article R-512-31,
- VU** Arrêté du 22 septembre 1994 relative aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières,
- VU** l'arrêté préfectoral n°010808 du 30 mars 2001 portant renouvellement d'autorisation et extension de la carrière exploitée sur le territoire de la commune de Jebnheim par la commune de Jebnheim,
- VU** la visite d'inspection de la carrière par l'Inspection des installations Classées du 13 juillet 2010,
- VU** le rapport de l'agent de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du 16 août 2010,
- VU** le courrier de la commune de Jebnheim, adressé au préfet le 21 décembre 2011, accompagné d'un plan topographique de la carrière (octobre 2001) et de photographies aériennes de la carrière (97/98),
- VU** le rapport de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées, du 25 juin 2012,
- VU** l'avis du CDNPS du 9 juillet 2012

CONSIDERANT que lors de la visite de la carrière du 13 juillet 2010, il a été constaté que la banquette de sécurité à l'ouest du plan d'eau de la carrière ne respectait pas la largeur de 10 mètres,

CONSIDERANT que les éléments fournis par l'exploitant le 21 décembre 2011 mettent en évidence que l'exploitation partielle de la banquette périphérique Ouest est antérieure à l'arrêté du 30 mars 2001 susvisé,

CONSIDERANT que les talus actuels présentent des pentes plus douces que les valeurs imposées à savoir :

- pente à sec : environ 27° par rapport à l'horizontale (pour 35° imposé),
- épaisseur du gisement à sec de 2,5 m,
- pente sous eau : environ 17° par rapport à l'horizontale (pour 25° imposé),
- épaisseur du gisement sous eau de 3,5 m,

CONSIDERANT que dans ces conditions, la stabilité de la parcelle voisine (n°64-section 62) est ainsi assurée,

CONSIDERANT que la commune de JEBSHEIM est propriétaire de la parcelle n°64-section 62 de JEBSHEIM,

CONSIDERANT en conséquence qu'il n'est pas impératif d'exiger la reconstitution totale de la banquette périphérique Ouest, mais qu'il y a alors lieu de rectifier les prescriptions d'exploiter (articles 14, 17 et 20) de l'arrêté du 30 mars 2001 susvisé,

CONSIDERANT par ailleurs que pour pérenniser la stabilité de la banquette de protection Ouest résiduelle, et les terrains extérieurs à l'Ouest, il y a lieu de cesser toute exploitation de matériaux dans le secteur Ouest de la carrière,

APRES communication du projet d'arrêté de prescriptions complémentaires à l'exploitant,

SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture du Haut-Rhin,

A R R Ê T E

Article 1er : La commune de Jebnheim, en tant qu'exploitant de la carrière de Jebnheim, dont le siège social est 57 Grand Rue – 68320 JEBSHEIM, doit respecter, pour sa carrière, les modalités du présent arrêté préfectoral complémentaire qui vise à modifier les conditions d'exploitation et de remise en état de sa carrière.

ARTICLE 2 – MODIFICATIONS APPORTÉS AUX PRESCRIPTIONS DE L'ARRÊTÉ D'AUTORISATION

Les prescriptions suivantes sont modifiées par le présent arrêté :

Références de l'arrêté préfectoral d'autorisation	Références des articles dont les prescriptions sont remplacées	Références des articles correspondants du présent arrêté
n°010808 du 30 mars 2001	Article 14	prescriptions remplacées par celles de l'article 3 du présent arrêté
	Article 17	prescriptions remplacées par celles de l'article 4 du présent arrêté
	Articles 20, 20.1, 20.2 et 20.3	prescriptions remplacées par celles de l'article 5 du présent arrêté

Article 3 :

Les prescriptions de l'article 14 "**DISTANCE DE REcul – PROTECTION DES AMENAGEMENTS**" de l'arrêté n°10808 du 30 mars 2001 susvisé sont remplacées par les prescriptions suivantes :

" Les bords de l'excavation devront être tenus à une distance horizontale d'au moins 10 m des limites du périmètre autorisé défini à l'article 3, ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

Sauf s'agissant de la partie Ouest de la carrière, où la distance horizontale entre la limite du périmètre et le bord d'excavation vers le plan d'eau restera comprise entre 5 m (largeur en au milieu de limite ed parcelle) et 10m.

De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas sera arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prendra en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.

Toutefois, la poursuite d'exploitation dans le secteur Ouest de la carrière est interdite, à sec et sous eau, afin de ne pas accentuer :

- la diminution de la largeur résiduelle de la banquette Ouest,*
- les pentes douces actuelles des talus à sec et sous eau."*

Article 4 :

Les prescriptions de l'article 17 "**EXTRACTION**" de l'arrêté n°10808 du 30 mars 2001 susvisé sont remplacées par les prescriptions suivantes :

" L'exploitation devra permettre un défrètement maximum du gisement en profondeur. Elle aura lieu au maximum à la profondeur de 10 m par rapport au niveau naturel des terrains.

L'exploitation se fera de façon à ce que les talus prévus pour la remise en état du site soient obtenus directement par excavation et non par remblayage. Ils seront donc réalisés au fur et à mesure de l'exploitation selon une pente en garantissant la stabilité, à savoir une pente moyenne mesurée par rapport à l'horizontale de :

- environ 35° pour les parties situées au-dessus de la cote des plus hautes eaux décennales,*
- environ 25° pour les autres parties.*

Toutefois, s'agissant de la partie Ouest de la carrière :

- la poursuite d'exploitation dans le secteur Ouest de la carrière est interdite, à sec et sous eau, afin de ne pas accentuer :
 - la diminution de la largeur résiduelle de la banquette Ouest,*
 - les pentes douces actuelles des talus à sec et sous eau."**
- les pentes moyennes de talus, par rapport à l'horizontale, seront :
 - environ 27° pour les parties situées au-dessus de la cote des plus hautes eaux décennales,*
 - environ 17° pour les parties sous eau."**

Article 5 Plan d'exploitation:

Les prescriptions de l'article 20 "**PLAN D'EXPLOITATION**", 20.1 "**Plan**", 20.2 "**Mise à jour**" et 20.3 "**Communication du plan**" de l'arrêté n°10808 du 30 mars 2001 susvisé sont remplacées par les prescriptions suivantes:

5.1 Contenu

Il est établi, pour la carrière, un plan d'exploitation, à l'échelle 1/1000, orienté. Sur ce plan sont reportés :

- les dates des levés,*
- le périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ainsi que ses abords dans un rayon de 50 m, la dénomination des parcelles cadastrales concernées,*
- les bords de la fouille,*
- les limites de sécurité définies à l'article 1.5.1 et les périmètres de protection institués en vertu de réglementations spéciales,*
- les courbes de niveau ou les cotes d'altitude (NGF) des points significatifs et des points levés,*
- les courbes bathymétriques sur l'ensemble du plan d'eau (équidistantes, tous les 10 m de profondeur),*
- la position de tous ouvrages ou équipements fixes présents sur le site et dans son voisinage immédiat, en particulier ceux dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques,*
- l'emplacement exact du bornage,*
- les zones dangereuses repérées en application de l'article 13 et identifiées comme telles sur le plan,*
- la position des dispositifs de clôture et autres dispositifs d'interdiction de l'accès aux zones dangereuses,*
- l'étendue des zones décapées et les emplacements de stockage des terres de découverte,*
- les stockages de déchets inertes et de terres non-polluées,*
- les limites des phases d'exploitation et de remise en état définies pour le calcul des garanties financières,*
- l'étendue des zones où l'exploitation est définitivement arrêtée, celles en eau, celles remblayées et celles remises en état,*
- les voies d'accès et chemins menant à la carrière,*
- les éventuels piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière,*
- des coupes (profils réalisés dans la direction de la plus grande pente), avec des échelles horizontales et verticales égales, visant notamment à appréhender les pentes de stabilité naturelle des fronts d'exploitation.*

5.2 MISE A JOUR

Le plan est mis à jour suivant les éléments visés à l'article 5.1, au moins une fois par an par une personne ou un organisme compétent, à l'exception des courbes bathymétriques, qui sont mises à jour au moins tous les deux ans.

5.3 COMMUNICATION DU PLAN

Le plan d'exploitation mis à jour est conservé sur le site et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Ce plan comprenant tous les éléments visés à l'article 5.1 (en particulier les courbes bathymétriques) est communiqué à l'inspecteur des installations classées tous les trois ans.

L'inspection des installations classées peut demander à tout moment :

- que le plan soit établi ou validé par un géomètre-expert,*
- que des coupes supplémentaires (profils réalisés dans la direction de la plus grande pente) soient réalisées.*

Article 6: Frais

Les frais inhérents à l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant

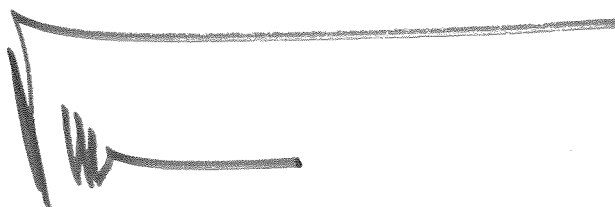
Article 7 : Publicité

Conformément à l'article R 512-39 du Code de l'Environnement, un extrait du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles les prescriptions ont été prises et faisant connaître qu'une copie est déposée aux archives de la mairie de Jepsheim et mise à disposition de tout intéressé, sera affichée dans ladite mairie, Un extrait semblable sera inséré aux frais de la Préfecture, dans deux journaux locaux ou régionaux,

Article 8 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture du HAUT-RHIN et les Inspecteurs des Installations Classées de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement d'Alsace (DREAL) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à COLMAR, le 16 AOUT 2012
Le Préfet,



Alain PERRET

Délais et voies de recours (article L 514-3-1 du Titre 1er du livre V du Code de l'Environnement)

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de STRASBOURG

- par les demandeurs ou par l'exploitant, dans un délai de 2 mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leur groupement, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211.1 et L511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue 6 mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.